

Que nous apprennent les statistiques des empires ?

Comparaison et connexions entre les colonies belges et françaises d'Afrique (XIX-XXI^e siècles)

Justifier la présentation dans le cadre de l'appel à projets

Plus-value de la collaboration bilatérale envisagée. Le projet de collaboration bilatérale présenté entend approfondir les collaborations entre deux équipes, du laboratoire IRHiS UMR 8529 Université de Lille et de la Faculté d'histoire équipe de recherche « Économies, Comparaisons, Connexions (ECC) » de l'Université de Gand en commençant par le renforcement des collaborations bilatérales entre deux chercheurs dont les travaux convergent en bien des points : Samuël Coghe, qui vient d'être nommé professeur d'histoire (histoire globale, histoire coloniale, histoire des empires) à l'Université de Gand et qui coordonne un ERC Starting Grant (CATTLEFRONTIERS) et Béatrice Touchelay, professeure d'histoire économique et sociale contemporaine à l'Université de Lille, spécialiste de l'histoire critique des statistiques publiques perçues comme les pivots des relations entre États/Autorités politiques et sociétés qui coordonne l'ANR 21-CE41-0012 « Compter en situation coloniale et post coloniale. Afrique francophone XIX-XXI^e s. » COCOLE (2021-2025) et l'International Research Network (INR financée par l'INSHS du CNRS 2023-2027) « Chiffrer et classer en Afrique francophone, des origines au XXI^e siècle : Cameroun, Côte d'Ivoire, Madagascar et Sénégal, genèse d'un réseau continental » COUNT. Ces programmes ANR et IRN sont présentés par le blog : <https://chiffreempire.hypotheses.org>.

Ainsi, la collaboration scientifique bilatérale qui serait initiée en 2023 permettrait à la fois d'établir des contacts entre les équipes belges et françaises impliquées dans les projets collectifs coordonnés par Samuël Coghe et Béatrice Touchelay, et entre les historiens (enseignants chercheurs et étudiants) des deux universités intéressés par l'histoire trans impériale de l'Afrique francophone et par la thématique du chiffre.

Le projet se rattache au Hub « Cultures, sociétés, pratiques en mutation », et au défi « Institutions et organisations en mutation ». Il entend « décortiquer » les statistiques, analyser leur mode de production, préciser les intentions de leurs commanditaires ainsi que leurs usages et cerner leurs biais, le flou et la distance qu'elles introduisent dans les représentations des faits, en tirer tout ce qu'elles peuvent nous apprendre des sociétés qu'elles sont censées représenter, des rapports inter personnels (enquêteurs/enquêtés), ou bien des relations internes aux administrations coloniales, par exemple, comme des catégories, des hiérarchies et des classements qu'elles introduisent. La transposition de cette approche critique des statistiques officielles et de leurs institutions à nos sociétés contemporaines permettra de préciser dans quelle mesure et à quelles conditions ces outils conventionnels éclairent ou au contraire maquillent « les bouleversements majeurs qui affectent nos sociétés contemporaines ». L'étude historique permettra ainsi de préciser les conditions nécessaires pour que ces outils soient mis au service « de la dynamique créatrice du changement » et d'une société plus inclusive. Comprendre la fabrication des vulnérabilités dans le monde colonisé en connectant et en croisant les expériences des empires (ici, belges et français) vise à éclairer les « enjeux et défis du monde contemporain, tout en s'inscrivant en interaction avec les autres Hub de l'I-SITE dans une dynamique globale de recherche sur la transition ».

L'analyse des statistiques impériales permet d'approfondir les connaissances sur l'organisation politique et l'exploitation économique des possessions belges et française en Afrique, de comparer la gestion des empires et plus largement les formes d'organisation des sociétés contemporaines et de préciser la façon dont elles entendent affronter les défis des transitions (économiques, écologique et politiques) en cours.

Les rencontres financées par cet AAP au cours de **quelques missions de recherche** permettraient d'établir un inventaire des ressources archivistiques et documentaires les plus accessibles disponibles en Belgique, dans un premier temps, et d'envisager à brève échéance (à partir de 2024-2025) la formation d'une petite équipe d'étudiants de master et de doctorants des deux universités pour

exploiter collectivement ces ressources. L'intérêt de cette collaboration étant d'attirer l'attention des étudiants d'histoire vers les statistiques, dont ils se détournent en général, et de tenter à travers la mise en place d'ateliers bi annuels organisés respectivement à Gand et à Lille par Samuël Coghe, Béatrice Touchelay et des doctorants qu'ils encadrent pour examiner ensemble ces documents, de donner aux étudiants d'histoire les moyens de s'en emparer pour leurs recherches. Tout en reliant les équipes qu'ils coordonnent, cette collaboration conduira également à enrichir les questionnements et à approfondir les recherches des deux coordinateurs et de leurs équipes.

Ce projet correspond à la volonté de l'Université de Lille de **renforcer les coopérations avec les 3i**, avec Gand et aussi avec l'Université du Kent avec laquelle un financement I-Site a déjà permis d'établir des liens étroits avec Aparajita Mukhopadhyay, professeure d'histoire contemporaine de l'Université du Kent, spécialiste de l'histoire coloniale et avec laquelle nous avons déposé un projet de codirection de thèse (auprès de l'Université du Kent) sur l'approche statistique des vulnérabilités dans le monde colonial. L'intégration d'Aparajita Mukhopadhyay dans le réseau que nous souhaitons créer et son extension de la coopération à l'université du Kent est bien entendu plus que probable.

Dans le cadre du renouvellement d'un LAI, présenter des éléments de bilan

Voir plus-value de la collaboration bilatérale présentée dans la rubrique précédente

Projet scientifique

Le projet **consiste à susciter un regard critique** sur les chiffres, qui, « bons » ou « mauvais », existent en très grand nombre et méritent d'être analysés pour nous informer des intentions de leurs commanditaires, du contexte et des conditions de leur production, de leurs auteurs et des ressources qu'ils ont mobilisées, de leurs usages très variés et de leur réception. Il s'agit **d'acérer les regards des historiens et des futurs historiens sur les statistiques qu'ils utilisent**, de les inviter à les « décortiquer » en mobilisant l'analyse critique pour savoir ce que ces chiffres, les classements et les catégories qu'ils génèrent nous apprennent des sociétés coloniales et postcoloniales d'Afrique francophone, de leurs rapports avec la métropole et de ses héritages.

La recherche prolonge les développements de l'histoire des statistiques des années 1990 qui, à travers les travaux de Theodore Porter en 1995 ou d'Alain Desrosières en 1993 et 2008 et d'autres ont établi la socio-histoire de la quantification. Elle entend contribuer à l'analyse de l'emprise des chiffres sur les sociétés contemporaines et à celle des conséquences de cette emprise pour clarifier les relations entre statistiques et pouvoirs politiques et économiques. Il s'agit d'aborder les statistiques non pas comme de simples techniques, ou à travers les institutions qui les produisent, mais comme des éléments structurants des organisations et sociétés qui les fabriquent et qu'elles influencent en retour.

L'approche critique des statistiques et de leurs classifications dont nous nous réclamons permet d'éclairer la manière dont les sociétés sont ordonnées, les formes de légitimation des producteurs de ces chiffres, les moyens dont ils disposent, et les usages des chiffres.

Des historiens ont étudié les conséquences de la généralisation des méthodes statistiques, le plus souvent importées de l'ancienne métropole, sur la standardisation des comportements, sur la conception d'une « voie unique de développement » comme le montrent les travaux de Frederick Cooper ou sur la « marchandisation » de toutes les formes de richesses comme le montrent ceux de Bouda Etemad. Leurs recherches largement fondées sur les statistiques ont amélioré la compréhension des mécanismes du pouvoir, de l'impérialisme, de la domination et de la continuité entre les périodes coloniale et postcoloniale.

Des recherches récentes sur l'administration coloniale, la formation des administrateurs coloniaux, sur les institutions coloniales, les taxes, par exemple s'inscrivent dans la lignée de Cooper et Stoler en « repensant » le colonialisme et les liens entre savoirs et domination. D'autres travaux ont mis en évidence la diversité des situations des colonies d'Afrique selon la densité de la population, de la taille

des territoires, la présence d'élites autochtones et les ressources humaines et budgétaires dont disposait l'administration coloniale.

Aucun de ces travaux à ce jour n'a pris comme cible le dénominateur commun de ces territoires que sont les statistiques ni montré **comment elles contribuent à la formation des États-nations lorsqu'il s'agit d'anciennes colonies.**

La recherche projetée entend prendre les statistiques coloniales, leurs producteurs et leurs usagers comme objet d'étude. Il s'agit de reconstituer l'histoire institutionnelle, sociale et intellectuelle de la production des statistiques dans les anciennes colonies (et mandats) belges et françaises d'Afrique puis de leurs héritage après les indépendances.

La méthode et les objectifs des statistiques démographiques sont les mieux connus, en particulier Samuël Coghe *Population Politics in the Tropics: Demography, Health and Transimperialism in Colonial Angola*, Cambridge 2022), mais les statistiques économiques et sociales restent dans l'ombre. **Alors que la plupart des historiens s'accordent depuis longtemps sur le manque de fiabilité des outils quantifiés, rares sont ceux qui cherchent à l'expliquer.**

Or, de nombreuses questions, comme celle des responsabilités respectives des États (métropolitains puis souverains) et des patronats coloniaux et postcoloniaux dans la lenteur du développement économique des anciennes colonies d'Afrique, gagneraient à s'appuyer sur une analyse systématique des statistiques produites dans ces territoires. La compréhension du **rôle de ces chiffres, dans le processus de colonisation puis de domination coloniale et dans le passage aux indépendances** paraît nécessaire pour saisir le fait colonial et étudier l'héritage de la colonisation ou plus largement l'impérialisme contemporain.

De la même façon, la compréhension des étapes de la fabrication des statistiques coloniales et postcoloniales et de leur rôle dans l'élaboration des politiques publiques (de répartition, de développement, du travail et du commerce) doit être améliorée pour comprendre pourquoi elles ont été produites, pour analyser leur contribution à la construction des administrations coloniales, pour saisir leurs biais et les erreurs d'appréciations qu'elles peuvent induire. Il reste aussi à interpréter systématiquement les données disponibles en tenant compte de toute leur complexité en situation coloniale, comme le fait Westland en 2021 pour le pouvoir d'achat dans les villes ouest-africaines. Les études historiographiques sur les budgets, les salaires et les niveaux de vie des ménages se multiplient pour l'Afrique anglophone, mais elles sont moins nombreuses du côté francophone limitant les perspectives comparatives. Les travaux des politistes et des économistes qui mettent au point une nouvelle histoire quantitative de l'Afrique pour reconstituer des séries sur les finances publiques et les conditions de vie des autochtones ouvrent la voie à une meilleure compréhension des dynamiques à l'œuvre dans la production des statistiques. Très récemment, en mobilisant une volumineuse documentation statistique et avec les moyens actuels de traitement des données, Denis Cogneau (*Un Empire bon marché Histoire économique et politique de la colonisation française, XIX-XXe siècle*, Seuil, 2023) prend le contre-pied de la thèse de Jacques Marseille (*Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Albin Michel, 2005) qui jusque-là faisait référence. Il démontre à partir d'une documentation statistique extrêmement fournie que l'Empire a peu coûté à la métropole et qu'il a enrichi une partie des acteurs de la colonisation.

Il appartient aux historiens d'approfondir l'approche qualitative des statistiques pour compléter ces études sérielles.

Le projet scientifique consiste donc en croisant les modes de fabrication et les usages des statistiques dans les possessions belges et françaises d'Afrique afin de **saisir le fait colonial par les statistiques**, de préciser ce que leur production (et non pas seulement leurs résultats) enseigne sur le processus de colonisation puis de décolonisation et plus largement sur les mécanismes du pouvoir. L'analyse doit apporter un éclairage nouveau sur les modes de vie, les jeux d'acteurs et les rapports de force qui caractérisent l'arène coloniale et les débuts des indépendances. L'objectif est aussi d'enrichir notre compréhension des différences, mais aussi des connexions, entre les traditions impériales des possessions belges et françaises en Afrique.

Si les travaux de recherches sur les colonies belges et françaises d’Afrique sont nombreux, peu ont une **approche comparative et/ou transimpériale** et encore moins se concentrent sur la production, le rôle et les limites des statistiques officielles - produites par les autorités politiques, économiques, médicales etc. pour leurs propres besoins ou à la demande des métropoles ou des Organisations internationales (OI). Cette production reste à étudier pour mieux comprendre les différentes formes de gouvernement des espaces colonisés, analyser leurs effets sur les relations avec les populations et sur la gestion des territoires ainsi que les mécanismes du développement avant et après les indépendances. **L’approche des empires par leurs statistiques** que nous proposons informe aussi sur les continuités et les ruptures des liens et des relations entre les métropoles et leurs colonies qui ont abouti aux indépendances. Elle vise à interroger le poids de la colonisation dans la quasi-persistance de la hiérarchie des puissances mondiales établie entre le XIXe et les trois premiers tiers du XXe siècle, surtout si l’on ne retient que le continent Africain, et malgré la formation d’États indépendants.

Nous faisons l’hypothèse que l’examen du rôle des statistiques dans les transitions politiques et économiques contemporaines (XIX-XXIe siècles), mais aussi la façon dont elles rendent compte et accompagnent ces transitions et dont éventuellement elles prolongent la dépendance du Sud par rapport au Nord, passe par une approche croisée des empires.

Cette recherche s’appuie sur d’importants **fonds d’archives** (Archives du ministère des Affaires étrangères et Archives de l’État à Bruxelles pour la Belgique ; Archives nationales d’outre-mer à Aix-en-Provence, Archives nationales du site de Pierrefitte-sur-Seine et Centre des archives économiques et financières de la France à Savigny-le-Temple pour la coopération, Archives diplomatiques de La Courneuve et de Nantes pour la France, auxquelles s’ajoutent les ressources archivistiques conservées dans les anciennes colonies) et d’abondantes ressources documentaires (Bibliothèque Alain Desrosières de l’INSEE - Montrouge ou bien pour la Belgique Bibliothèque de l’Académie Royale de Belgique et fonds Quetelet à Bruxelles) qui sont à compléter par les archives du BIT à Genève qui à partir de 1919 réclame des statistiques sur les colonies et tente d’améliorer le sort des populations colonisées. La façon dont les puissances coloniales belges et françaises réagissent à ces demandes, avec leur front commun contre cette immixtion jugée abusive, éclaire la façon dont ces métropoles conçoivent leurs domaines coloniaux.

Calendrier prévisionnel des activités

La collaboration bilatérale passe par l’organisation de deux missions de cinq jours aux archives.

La première mission serait organisée à Genève (fin septembre 2023) pour interroger les fonds du Bureau International du Travail sur le « front commun » belgo-français, renforcé par les portugais (ce qui invite à terme, à élargir le périmètre de l’étude), contre plusieurs initiatives du Bureau, en particulier l’organisation d’une enquête industrielle en 1921 et les demandes systématiques d’informations quantifiées sur les conditions de travail dans les colonies, préciser les personnalités impliquées dans ce « réseau » francobelge, analyser leur argumentation et ses transformations, expliquer leurs convergences et leurs divergences et préciser comment ces puissances coloniales réagissent aux demandes du BIT. Cette mission servira aussi à compléter les connaissances et l’inventaire établi au cours des missions précédentes de Béatrice Touchelay à Genève.

Une deuxième mission d’une semaine serait organisée à Bruxelles (octobre 2023), aux Archives du Ministère des Affaires Étrangères et aux Archives de l’État, pour commencer l’inventaire des ressources disponibles (et en ce moment en transfert entre les deux archives) sur lesquelles pourraient travailler des étudiants.

Ces deux missions seraient effectuées par Béatrice Touchelay, tout en offrant l’occasion de plusieurs rencontres avec Samuël Coghe.

Une réunion est également prévue à l’université de Gand et une autre à Lille (décembre 2023) pour impliquer Aparajita Mukhopadhyay (U. Kent) dans le projet (à distance), définir le prolongement de la

collaboration, permettre d'organiser une présentation collective du projet aux collègues de Samuël Coghe et de Béatrice Touchelay.

Budget

	Transport	Hébergement/repas
Mission Genève	250	1000
Mission Bruxelles	100	750
Mission Gand	100	250 (2 nuits)
Mission Lille	100	250 (2 nuits)
TOTAL	550	2250

TOTAL 2800

Contexte

Les projets collectifs coordonnés par Samuël Coghe et Béatrice Touchelay (ERC, ANR et IRN) portent surtout sur l'Afrique francophone. Leur collaboration permettrait de relier les réseaux et les équipes de chercheurs impliqués dans ces projets, de renforcer la collaboration entre les universités de Gand et de Lille et de faire de ces pôles des points d'attraction incontournables sur l'histoire coloniale.

Le projet ERC coordonné par Samuël Coghe et ceux de ses deux collègues historiens de l'Université de Gand garantissent le financement de plusieurs doctorats et la formation d'un réseau important sur l'histoire de l'Afrique. La collaboration bilatérale envisagée faciliterait aussi les rapprochements avec les chercheurs spécialistes de l'Afrique coloniale de l'Université de Lille.

La recherche projetée entend également répondre à des interrogations très contemporaines et citoyennes. En abordant les statistiques de la façon la plus large possible, sans choisir les statistiques démographiques ou économiques, ni celles des prix, de la production ou des conditions de vie, par exemple, nous souhaitons ouvrir à une réflexion plus large sur le sens des chiffres dans les sociétés contemporaines et sur leurs capacités à « éclairer l'action », à faire comprendre et à faciliter les transitions écologiques, économiques et politiques actuelles. Il s'agit aussi de permettre aux étudiants de s'emparer de ces chiffres, de les comprendre et de les discuter, de les utiliser comme argument pour infléchir ou prendre part à la décision.

Enjeux

La meilleure compréhension de l'empire des chiffres (Martin) que nous entendons promouvoir à travers l'étude croisée des statistiques coloniales vise à la fois à mieux comprendre les ressorts de la domination des anciennes métropoles sur leurs anciennes colonies et plus largement les sociétés contemporaines. Cette compréhension est indispensable non seulement pour affronter les défis des transitions en cours mais aussi pour déconstruire les discours populistes d'extrême droite ou du gouvernement français qui instrumentalisent de nombreuses statistiques (on pense aux statistiques migratoires, on pourrait aussi évoquer celles du pouvoir d'achat, etc.) pour instiller la peur et s'afficher comme des valeurs refuge... En donnant aux étudiants les moyens de comprendre ces chiffres dans un autre contexte, la collaboration envisagée les incite aussi à désamorcer la propagande actuelle qui, remplaçant les mots par des chiffres bien choisis, gomme l'ampleur des transitions en cours (on pense aux transitions écologiques et politiques) sous couvert d'un discours scientifique. Il s'agit ainsi d'un enjeu citoyen de premier ordre.

Objectifs

Renforcer la collaboration et attirer vers la thématique du chiffre les chercheurs des deux universités engagées, inciter à apprécier ce qui dans chaque recherche concerne le chiffre et favoriser ses usages critiques par les étudiants.

A brève échéance mettre en place des séminaires inter universités (Gand-Lille) destinés aux étudiants et encadrés par des doctorants et par des chercheurs pour favoriser la compréhension des statistiques, faciliter leurs usages et inciter à la critique.

Effet structurant et adéquation avec les priorités scientifiques de l'université de Lille et/ou de l'ISITE

Ces effets sont également présentés précédemment :

- Renforcer la coopération entre les Universités des 3i, entre l'Université de Gand et de Lille, comme le propose ce projet de collaboration bilatérale et l'ouverture à l'Université du Kent qu'elle pourrait favoriser.
- Approfondir la compréhension du monde contemporain à travers les chiffres (ce qu'ils disent, ce qu'ils dissimulent, ce qu'ils « floutent » - les biais statistiques mis en évidence par Romain Tiquet dans les colonies d'Afrique Occidentale française et ce qu'ils ne disent pas) pour affronter les transitions en cours.

Qualité et complémentarité des Unités de Recherche

Le groupe de recherche « Économies, Comparaisons et Connections » à l'Institut d'Histoire de l'Université de Gand (dont Samuël Coghe est membre, ainsi que deux autres porteurs d'un projet ERC sur l'histoire de l'Afrique), et l'ANR et l'IRN sur les statistiques coloniales en Afrique coordonnés par Béatrice Touchelay et hébergés par l'IRHiS-Université de Lille ont en commun leur accent prononcé sur l'histoire de l'Afrique (coloniale et postcoloniale) et leurs approches globales et transimpériales. Cela atteste de la complémentarité des équipes.

Partenariats ou collaborations existantes (Partenariats Hubert Curien, publications...)

Samuël Coghe intervient au séminaire sur les statistiques coloniales organisé par l'ANR COCOLE aux ANOM le 19 mars 2023.

Implication de jeunes chercheurs (- de 5 ans dans la fonction au sein de l'ULille)

L'objectif de la collaboration consiste, entre autres, à impliquer des étudiants de master et de doctorat dans les recherches sur les statistiques impériales.

Perspectives sociales, économiques ou culturelles

L'ambition citoyenne et politique du projet a été présentée précédemment.

Liste des chercheurs impliqués dans le projet

Il s'agit d'une collaboration bilatérale entre Samuël Coghe et Béatrice Touchelay .

Avis du directeur de laboratoire

IRHiS

Institut de Recherches
Historiques du Septentrion
UMR 8529, UNIV. LILLE - CNRS

Villeneuve d'Ascq, le 10 mars 2023

Charles Mériaux
Professeur d'histoire du Moyen Âge
Directeur de l'UMR 8529 IRHiS CNRS Université de Lille

Demande de LAI de Mme Béatrice Touchelay

Avis de l'unité de recherche

Mme Béatrice Touchelay, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lille, présente une demande de LAI intitulée « Que nous apprennent les statistiques des empires ? ? Comparaison et connexions entre les colonies belges et françaises d'Afrique (XIX-XXIe siècles) ».

Ce projet entend examiner et comparer la production et l'usage des statistiques par la France et la Belgique en Afrique aux XIXe et XXe siècles et leur rôle qu'elles jouèrent dans la longue transition vers la formation des États post-coloniaux.

Il repose sur une coopération bilatérale avec l'Université de Gand qui est un des membres du 3i University Network auquel appartient l'Université de Lille et particulièrement son groupe de recherche « Economies, Comparisons, Connections » (PR Samuël Coghe) ; il entend aussi associer l'Université du Kent, également membre du réseau 3i (PR Aparajita Mukhopadhyay).

Outre le fait que ce LAI est appelé à renforcer la coopération entre nos deux centres de recherche, il permettra de donner une assise transfrontalière à des projets menés de manière séparée dans les deux universités : le programme ANR 2021-2025 « Compter en situation coloniale : Afrique française (1830-1962) – COCOLE » qui fédère les Université de Lille, Nanterre, Aix-Marseille et Paris 1 (PR B. Touchelay) ; l'International Research Network de l'INSHS associant sur le même thème les universités de Dakar et de Saint-Louis (Sénégal), Dschang (Cameroun), Antananarivo (Madagascar) et Abidjan (Côte d'Ivoire) (PR B. Touchelay) ; le programme ERC Starting Grant CATTLEFRONTIERS (PR S. Coghe).

Pour ces raisons, l'avis de l'UMR 8529 IRHiS est extrêmement favorable.

Classement : 1/1.

Fait pour valoir ce que de droit.

Charles Mériaux



IRHiS – Institut de recherches historiques du Septentrion — UMR 8529 (Univ. Lille, CNRS)
Université de Lille • Bâtiment A • site du Pont-de-Bois • 59653 Villeneuve d'Ascq
Tél. (33) 03 20 41 62 87
irhis-recherche@univ-lille.fr • <https://irhis.univ-lille.fr/>

